

636

Domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 636 6 mai 1982
Dix-neuvième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 52 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Eric Baier
Rudolf Berner
François Brutsch
Jean-Claude Favez
André Gavillet
Yvette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

CAPITALISME FINANCIER

Bénéfices, utilisation rétro

Les bilans des grandes banques commerciales suisses ont révélé une augmentation impressionnante du cash-flow (bénéfice net déclaré, amortissement et réserves, mesurant ensemble la capacité d'auto-financement d'une entreprise). Rappelons les chiffres: UBS, 610 millions de francs; SBS, 561 millions; Crédit Suisse, 469 millions. Le groupe Nestlé vient d'annoncer qu'il approchait le milliard à lui seul. Nette amélioration des disponibilités chez les chimiques: Ciba-Geigy, + 29,7%; Sandoz, + 11,2%... Bref, les tableaux concordent.

Rien d'extraordinaire à ces bons rendements: ils sont la conséquence directe, dira-t-on, de la politique américaine d'argent cher. L'explication n'est que partielle. En fait, il y a conjonction de deux phénomènes: le renforcement de la concurrence internationale, d'une part; et le rendement extraordinaire de l'argent, d'autre part.

Les chimiques et Nestlé illustrent bien le premier terme. Il y a deux ou trois ans, dans les conversations mondaines des initiés, circulait la formule: après l'horlogerie, la prochaine victime des japonais, ce sera la chimie.

Le tour de vis a été exceptionnellement énergique, voire brutal (cf. DP 630, sur certains procédés de Sandoz). Nestlé, après s'être brûlé les doigts en Argentine, a manié le sécateur avec fermeté. Les bavures de la grande période d'expansion et de concentration ont été gommées. Avec le résultat que l'on sait: cash-flow accru.

Faut-il réinvestir ces sommes gigantesques? Les banques ne se posent pas cette question, elles pla-

cent — c'est leur métier. Mais les industriels à leur tour retiennent leur lait, ou bien ne se risquent plus qu'à des achats dont la rentabilité est assurée. Car un placement financier à court terme, à 10 ou 15%, est à la fois plus sûr et plus rentable qu'un essor des investissements, périlleux en période de récession.

Marx avait bien décrit le phénomène: «La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductive et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée.»

La politique monétariste qui veut guérir l'inflation par l'argent cher, dans un monde surendetté, qu'il s'agisse des pays riches ou des pays pauvres, actualise cette description et donne une prime incroyable à tout possesseur de capitaux.

Si l'argent prêté devient productif, il faut, en toute logique économique, que sa rentabilité soit assurée: elle est en effet payée. Comment? En impôts, partout dans le monde, en faillites et en jours chômés, en hausses de prix (sur les logements et les produits agricoles notamment), en diminutions de salaires réels, etc.

D'où le retour en force du capitalisme financier, appliquant cette règle: ne produire que dans les secteurs les plus rentables, pour le reste placer son cash-flow. La politique des Etats et la puissance publique assurent le rendement comme aux temps premiers du capitalisme.

Cette mode rétro semble particulièrement bien convenir, vu les réserves accumulées, aux branches fortes du capitalisme suisse. Pour les chiffres, voyez supra!

Ils sont légion, les poètes

Il y a plus d'olives sur un olivier, disait Homère, que d'oreilles autour d'un poète. Et pourtant, lorsque l'un d'entre eux meurt — voyez Gilles en Suisse romande — ses mots s'envolent et chantent à nouveau. L'estime pour les poèmes est peu répandue, ils ont peu d'amis qui trouvent le temps de leur consacrer quelques heures. L'audio-visuel théâtral a tout accaparé, et il ne rend même pas son dû à cet ancien concurrent.

L'heure n'est donc pas aux appels claironnants ni aux manifestes révolutionnaires, mais bien au pas à pas discret avec ces mélodies uniques et chargées de mystère qui surgissent çà et là.

Le mot est tombé qu'il fallait taire: mystère. Un mot honni entre tous, trop chargé des superstitions et religiosités souvent vomies par la gauche parce que s'opposant à l'Histoire rationnelle et scientifique. Et pourtant l'homme erre, il ne fait que se maintenir dans l'errance, en croyant écarter les voies du mystère. Heidegger avait laissé tomber ce constat saisissant: «L'agitation qui fuit le mystère pour se réfugier dans la réalité courante, et pousse l'homme d'un objet quotidien vers l'autre, en lui faisant manquer le mystère, est l'errer (Irren).»

Poésie et mystère sont pour sûr compagnons de route, l'un prête à l'autre son sang ou son habit. Mais la poésie est proche du mystère aussi car elle ne dévoile jamais tout dans l'immédiat; et au contraire esquisse, suggère, fourvoie, joue avec la magie des mots et des significations.

MIROIRS

Ce jeu miroitant sur fond de mots est particulièrement présent dans le récit que publie ces jours Vahé Godel aux Editions Zoé: Qui parle? Que voyez-vous? Au fil des pages, la surprise domine, car il n'y a pas d'histoire à proprement parler, pas

de fil conducteur narratif aboutissant à une signification d'ensemble. Le texte est constamment fissuré, fragmenté, désagrégé, à tel point qu'il faut s'y perdre corps et bien pour surprendre finalement un rythme et une continuité. Sans cette béquille rassurante que représente la progression du sens du récit, le terrain est libre pour l'imagination fertile, les lieux semblent envoûtés par la présence de voix, de lettres, de brouillons ou de rumeurs, «tel un amas de branches échouées, ruisselantes, innombrables, où tout porte à reconnaître les débris survivants d'une seule ramure» (page 9). Reste à trouver, pour ces sphères narratives satellisées, un véritable centre de gravité, sans lequel le lecteur frôle l'asphyxie. Tout doucement s'impose alors l'image d'un «atomium», splendide agrégat de bulles dont la seule juxtaposition est source de plaisir visuel intense.

Dans chaque sphère de l'«atomium», la narratrice, toujours présente, évoque un sien souvenir: telle rencontre amoureuse au fil d'un voyage lointain, tel accident de la route provoqué par le dérapage d'un poids lourd, ou ce petit cheval de bois fixé sur le toit d'un vaporetto. La précision de chacun de ces souvenirs s'estompe à mesure que s'impose la taille immense de l'«atomium». L'auteur est certainement subjugué par cet espace total (la mémoire); il écrit pour se mettre à sa recherche, pour le cerner, pour l'accoucher, pour «entrouvrir le portail rouillé de son domaine» (page 129).

UN DESPERADO

Avec Nécrologie du cher aveugle, de Jeanclaude Berger, qui paraît aux Editions de L'Aire à Lausanne, on passe de la fine aquarelle à l'huile lourde et torturée, manière El Greco. Hasards provocants de lectures juxtaposées. Du mystère esquissé, on plonge dans un mythe cosmique, tout-puissant et dévastateur. Ce Cher aveugle emprunte en effet autant au récit des tristes malheurs de Job assis sur ces cendres qu'à l'horreur du destin d'Œdipe qui se crève les yeux avec une épingle à cheveux à Thèbes.

Jeanclaude Berger est un «desperado» de la poésie, décidé à faire table rase de l'illusion cancéreuse des mots; il devra assassiner l'absolu, «flaque de ciel chu aux écobuages» et éreinter ce Cher Aveugle jusqu'à l'os en lui prêtant des propos corrosifs: tu disais arpentant tes fumiers ne te retourne pas sur tes plaies le désir s'en va avec l'énigme (page 37)

Pour l'auteur, la poésie n'est que mensonge et faux-semblant, «terre des blessures poétiques et terre de l'excrément taciturne». Et pourtant, si violemment qu'il puisse la répudier, il ne lui reste pas moins fidèle, lui qui continue à façonner des textes où le style se constitue sur un mode nettement auto-destructeur et sado-maso.

E. B.

NB. Vahé Godel, «Qui parle? Que voyez-vous?», Editions Zoé 1982. Jeanclaude Berger, «Nécrologie du cher aveugle», Editions de L'Aire 1981.

SUISSE

Pub connection Zurich-USA

Après être demeurées stables en 1975/76, les dépenses publicitaires en Suisse dans les media classiques (presse et TV) n'ont jamais plus retrouvé leur rythme de progression antérieur. En 1981, le volume des affaires s'est tout juste accru de 8%, grâce surtout aux augmentations de tarifs et malgré le recul net de la publicité sur le petit écran. Ce climat morose accélère évidemment le processus de concentration et d'internationalisation dans le secteur des agences de publicité. Les plus grosses d'entre elles, presque toutes domiciliées à Zurich, parviennent à augmenter leur part sur un marché fortement compétitif.

Classés d'après leur chiffre d'affaires, c'est-à-dire d'après le total des budgets gérés en Suisse et des affaires traitées depuis notre pays à l'exclusion de

celles que font les filiales installées à l'étranger, les cinq plus grosses agences de publicité restent: Adolf Wirz (61 millions), Gisler & Gisler (55 millions), GGK (54 millions), Rudolf Farner (52,5 millions) et Advico (50,5 millions).

Wirz demeure donc pour la deuxième année consécutive en tête, grâce peut-être à sa politique de très grande diversité de la clientèle (Avis, British Airways, Hero, Hotelplan, Manpower, «NZZ», SBS, Texas Instruments, Toyota, etc.). De son côté, l'agence toujours dirigée par Dame Doris Gisler s'accroche en deuxième position sans craindre la dépendance à l'égard des plus gros budgets, qui représentent la moitié des affaires traitées (Air Canada, Feldschlösschen, Gilette, Omega, Suchard-Tobler, Thomy & Franke, UCPL, UBS, Wander).

QUALITÉ BÂLOISE

La bâloise GGK, que son copropriétaire Markus Kutter avait quittée en 1976, a fait en 1981 une remontée spectaculaire après plusieurs années de «consolidation»; la qualité de la production maison reste toujours d'un très bon niveau, dans l'annonce comme dans l'affiche (Bâloise, Coop non alimentaire, IBM suisse, Sony, Swissair, Union suisse du fromage).

Quant à l'agence de publicité Farner (ne pas confondre avec la société de relations publiques, en pleine expansion), elle continue de rétrograder après avoir longtemps tenu la vedette. Elle doit sans doute ce recul effectif à une trop stricte division internationale du travail et à sa notoire proximité de Nestlé-Maggi. Ce qui ne l'empêche tout de même pas de tenir les budgets d'autres fabricants d'articles de marques (Henkel, Kuoni, Philips Ménager, Philipp Morris, Renault).

Advico complète avec sérénité le quintette de tête, avec son lot de gros budgets (Association des banquiers, Citroën, Galactina, Kodak, Panteen, Rin-

soz & Ormond, Shell, Sibra, La Suisse Assurances, Tissot, UBS).

Avec la GGK et Wirz, qui appartient en partie croissante à ses cadres, Advico comptait jusqu'à tout récemment parmi les grandes agences entièrement suisses. Mais elle a signé un accord de collaboration entré en vigueur l'an dernier avec la Ted Bates & Co., la cinquième plus grande agence du monde, à laquelle elle confie ses affaires dans 31 marchés étrangers. La vague d'internationalisation commencée avec le rachat de Farner par Publicis-Intermarco en 1973 s'est poursuivie ces dernières années avec la reprise de Gisler par la gigantesque agence américaine BBDO et celle de WDW (sixième suisse) par Doyle, Dane & Bernbach, qui compte un millier d'employés sur la seule Madison Avenue. Toutes les sociétés américaines installées en Suisse sous leur propre nom comptent parmi les vingt plus grandes agences du pays.

Et les Romands? Autour du vingtième rang, comme d'habitude, on retrouve en 1981 la plus grande agence installée exclusivement en Suisse

GLANURES HELVÉTIQUES

Le biogaz, que les lecteurs de DP connaissent bien, pour avoir suivi en primeur ses premières expérimentations en Suisse romande, le biogaz donc fait recette en Chine populaire. Il y aurait, paraît-il, dans ce pays, quelque 30 000 grands «digesteurs» d'un volume allant de 50 à 200 m³. Le «Forum du développement» signale que ces digesteurs sont construits la plupart du temps en deux parties: «Une cuve de fermentation souterraine et un vaste ballon en plastique logé sous un hangar attenant où s'emmagasine le gaz.» Précisions supplémentaires: «Ils sont souvent construits en liaison avec une vaste porcherie; dans certains cas, ils fournissent le gaz nécessaire à la cuisine et à l'éclairage dans les écoles, des hôpitaux et des usines; dans d'autres,

romande, le Bureau d'études publicitaires (BEP) SA à Lausanne, comme Farner proche de Nestlé dont il fait partie des annonceurs (Cailler, Libby's, Nesquik, Sanagol) non sans travailler pour la multinationale concurrente Unilever (via produits Butty et Thé Lipton); le reste du budget est assez dispersé, dominé par les cigarettes Select.

TOUJOURS PLUS JEUNES LOUPS

Ainsi, dans le secteur de la publicité où on entrerait relativement facilement jusqu'ici, les places deviennent rapidement plus cher. Pour progresser malgré la stagnation des affaires, les grandes agences créent des réseaux transfrontières, imitant en cela les multinationales dont elles gèrent les budgets publicitaires. Et surtout elles pressent au maximum leurs créateurs et autres collaborateurs dont la moyenne d'âge — critère décisif dans la branche — ne cesse de baisser. On dit que les mathématiciens et les physiciens théoriques ont donné le meilleur d'eux-mêmes à 35 ans. Dans la publicité, le plafond est, paraît-il, à 30-32 ans!

ils servent à produire du courant électrique.» De quoi rendre jaloux Pierre Lehmann!

* * *

«L'efficent», périodique du Club d'efficiencce à Lausanne, se risque à publier (numéro de mars) un «spécial économie», en fait un abécédaire allant d'«achat» à «travail», en passant curieusement par Raymond Barre et «capitaux (en fuite)». Selon les auteurs de cette somme, pour «en savoir plus», il faudrait lire Barre (encore!), Galbraith et un annuaire économique paru chez Maspero, ainsi que, côté journaux, quelques excellents auteurs qui ont nom F. Blaser, J.-L. Lederrey, P. Garcin et J.-S. Eggly, qui, chose curieuse, signent tous au «Journal de Genève»... L'«efficiencce» a ses raisons que la politique connaît bien. A part ça, le «club» est ouvert à tous et à toutes.

Grandes manœuvres pour un mythe

Adopté en 1975, le plan-directeur «Armée-80» sert de cadre de réflexions et d'action aux responsables de notre armée. Son exécution détermine la planification et inspire les demandes de budget militaire. Mais déjà se prépare, en fonction des rapports pluriannuels du Département militaire, le modèle «Armée-90». Ainsi le veut la prospective qui tenant compte de l'allongement de la recherche et du développement dans le domaine des armes modernes, façonne sans cesse le visage de la guerre future. Aujourd'hui se prépare à Berne l'armement et la façon de combattre de recrues encore au berceau, si elles ne sont pas encore à naître! Faisons le point, hors anathèmes!

L'effervescence règne donc dans les têtes militaires et pensantes. Au point que le chef d'Etat-major général dut réclamer une pause, il y a quelques mois, en prenant son commandement!

Du côté des partis, on fourbit aussi ses armes. Les socialistes ont repris à leur compte, après l'avoir laissée tomber, l'idée gauchiste du référendum en matière d'armement, qui dresse contre elle les partis bourgeois et le Département militaire. Radicaux, démocrates-chrétiens, libéraux se penchent également sur les questions militaires, ou annoncent qu'ils se préparent.

UN PRÉCÉDENT

L'actualité, certes, peut expliquer aussi ce subit retour de la paix et de la guerre dans les préoccupations des milieux politiques. Mais l'enjeu fonda-

mental, s'il y a enjeu, est enjeu militaire et national. La Société suisse des officiers, forte de ses 34 000 membres, intervient également. Après ses douze thèses sur la paix et la politique extérieure de la Suisse, en réponse aux pacifistes, elle publie dans le premier numéro de cette année de l'*Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift*, ses propositions pour les années nonante, fruit d'une réflexion de plus d'un an.

La discussion fort vive qui a éclaté au Département militaire n'est pas étrangère à cette prise de position. Lors de la grande controverse des années soixante, la Société suisse des officiers s'était trouvée au centre du conflit. Aujourd'hui elle intervient publiquement dans le débat, avant même que ce dernier s'ouvre au Parlement et dans les partis, comme s'il s'agissait d'une procédure de consultation dans le cadre de l'élaboration d'une loi. Intéressant précédent!

RIEN DE NOUVEAU CHEZ LES OFFICIERS

L'étude des officiers ne propose en réalité aucun bouleversement, mais, comme le préconise apparemment aussi le Département militaire, une adaptation de notre armée à l'environnement interne et externe et aux menaces effectives et potentielles que l'on peut prévoir pour les années nonante. A dire vrai, elle ne prend en compte réellement qu'une seule menace, la plus grave, mais non la plus probable, un conflit entre les troupes de l'OTAN et celles du Pacte de Varsovie. Admettant que la défense suisse repose toujours sur l'idée de la dissuasion, et l'engagement des troupes sur la conception de 1966, elle relève les lacunes dans la réflexion, la formation et le matériel militaire de notre pays: absence d'une réserve d'armée, formation trop limitée des spécialistes, étant donné le caractère milicien même des armes hautement techniques, lacunes dans la défense antichar et anti-aérienne, manque de mobilité des troupes, etc... Le constat n'a rien d'original, sauf peut-être en ce qui

concerne la réserve, et rejoint celui que dresse depuis des années le Département militaire. Le débat parlementaire sur les blindés l'avait déjà prouvé: il existe entre l'idée d'une dissuasion forte, qui fonde la conception de 1966, et les moyens maintenant à disposition, un fossé qui va s'élargissant.

SOPHISTICATION OU QUANTITÉ

Mais comment faire autrement? Le problème est financier, mais pas uniquement. Jusqu'en l'an 2000 l'effectif de l'armée va diminuer de 70 000 hommes, en raison de la courbe démographique. Les places d'armes sont trop petites, l'entraînement des troupes insuffisant. Chars et avions vieillissent, trop peu nombreux. Un peu partout la technicité, la sophistication, partant le coût croissant de l'armement, posent aux responsables militaires, mais aussi aux hommes politiques et aux citoyens, qui sont aussi soldats, un dilemme qui n'est pas nouveau. N'est-il pas plus sage de renoncer à un équipement, même très élaboré, s'il demeure en quantité insuffisante? Ne vaut-il pas mieux accorder ses préférences à la quantité, mais plus simple?

Nous pouvons déjà aujourd'hui mesurer la dérive de l'institution militaire par rapport à la conception de 1966 qui est censée l'inspirer toujours et dont tout le monde se réclame encore, la Société suisse des officiers en tête.

LA DÉRIVE

La défense selon cette conception doit reposer sur une occupation réelle du territoire, s'ancrer dans un terrain préparé et opérer par le moyen de contre-attaques locales; elle doit être une défense mobile et offensive.

Dans la réalité la troupe aujourd'hui s'est enterrée. Fixées au terrain par leurs fortifications, leurs PC,

Magouilles de toujours

«Il y a quelques queues d'ouvrages des années dernières qui ne sont point finies et qui ne finiront point, et tout cela (...) par la confusion que causent les fréquents rabais qui se font dans vos ouvrages, car il est certain que toutes ces ruptures de marchés, manquements de parole et renouvellement d'adjudications, ne servent qu'à vous attirer comme entrepreneurs tous les misérables qui ne savent où donner de la tête: les fripons et les ignorants, et à faire fuir tous ceux qui ont de quoi et qui sont capables de conduire une entreprise. Je dis plus, qu'elles retardent et renchérissent considérablement les Ouvrages qui n'en sont que plus mauvais, car ces rabais et bons marchés tant recherchés sont imaginaires, d'autant qu'il est d'un entrepreneur qui perd comme d'un homme qui se noie, qui se prend à tout ce qu'il peut; or, se prendre à tout ce qu'on peut en matière d'entrepreneur, c'est ne pas payer les marchands chez qui il prend les matériaux, friponner ce qu'il peut, mal payer les ouvriers qu'il emploie, n'avoir que les plus mauvais parce qu'ils se donnent à meilleur marché que les autres, n'employer que les plus méchants matériaux, chicaner sur toutes choses et toujours crier miséricorde contre celui-ci et celui-là (...).

» En voilà assez (...) pour vous faire voir l'imperfection de cette conduite: quittez-la donc et au nom de Dieu, rétablissez la bonne foi, donnez les prix et les ouvrages et ne refusez pas un honnête salaire à un entrepreneur qui s'acquitte de son devoir, ce sera toujours le meilleur marché. » Non, il ne s'agit pas d'une «magouille» contemporaine, mais bien d'une lettre adressée le 17 juillet 1683 par Vauban au marquis de Louvois, le futur bourreau du Palatinat!

leurs points de ravitaillement, leurs liaisons avec la défense territoriale et l'autorité politique, les grandes unités sont devenues des corps immobiles, ce que traduit bien l'indifférenciation croissante, ordonnée, entre les divisions de campagne et les divisions mécanisées, dont les missions et les moyens au début étaient bien distincts.

En janvier 1982, la *NZZ* relevait avec raison que l'armée suisse tout entière était devenue une sorte de ligne Maginot, dans l'esprit et sur le terrain. L'image est heureuse; elle montre que l'idée de la défense globale, l'insuffisance des moyens mécaniques et aériens, la bureaucratisation croissante, le poids enfin de la société civile, clouent notre armée au sol, mieux que ne sauraient le faire les escadres de l'ennemi.

A LA CROISÉE DES CHEMINS

Si ce constat marque bien une croisée des chemins, en raison des contraintes matérielles et sociales existantes, il faut alors que la réflexion sur le plan-directeur «Armée 90», au lieu d'être freinée, comme elle l'est maintenant, soit au contraire poussée.

L'idée d'un désarmement total n'est pas crédible, car elle reviendrait à nier la réalité des menaces militaires qui nous entourent. Mais une remise en question complète de l'armée, des stratégies dominantes, n'est pas non plus réaliste, car la troupe est aussi une institution sociale et idéologique, qui participe à la société dans son ensemble. Il faudrait une subversion totale de cette dernière, pour que soit bouleversé le cadre de références militaires. Et encore, comme le prouve l'histoire de l'Armée rouge.

QUELLE DISSUASION?

Ces solutions extrêmes écartées, de même que la voie d'une course aux armements dans le sillage

des Grands, qui est hors de nos moyens, c'est à la dissuasion qu'il faudra bien s'arrêter, à ses voies et à ses moyens.

Faire payer à un adversaire le plus chèrement sa peau, c'est l'essence même du conflit.

Mais faire monter les enchères au point qu'il n'ose vous attaquer, c'est une prétention qui n'est peut-être plus à notre portée. Qui ne l'a jamais été en réalité.

DES ESPRITS AVEUGLÉS

Car là aussi il faudrait récrire l'histoire vraie de la dissuasion, qui compte au nombre des mythes fondateurs de notre idéologie nationale, mais qui, lorsque la guerre se déchaînait à nos frontières, a eu parfois encore moins de réalité qu'aujourd'hui.

Mythe rationnel au demeurant, puisqu'il entend expliquer l'inexplicable, soit le fait d'être resté en dehors des grands conflits du XX^e siècle, et justifier peur et privilège, en soi injustifiables. Finalement, cette rationalité du mythe aveugle les esprits. Elle obscurcit la réflexion, qui ne doit relever maintenant que d'arguments militaires et politiques.

LES MOYENS DE LA SUISSE

Le plan-directeur «Armée 90» ne doit pas partir de la question: pour une dissuasion totale, compte tenu des menaces, quel prix payer? Et aboutir ensuite, de compromis en compromis, de résignation en résignation à la force des choses, à un projet trop coûteux pour ce qu'il offre encore. Mais se demander, à partir de ce que nous sommes, des moyens que nous pouvons investir, du prix réel que nous pourrions payer, quelle dissuasion réaliser?

La science et la connaissance

Pour mémoire: le LEP, sous l'égide du CERN, Large Electron Positron Ring, anneau souterrain à construire dans la région franco-genevoise, de 27 km. de circonférence, et dans lequel seront provoquées, à fin d'études, des collisions entre électrons et anti-électrons. L'entreprise, par sa taille, par son coût, par sa spécialisation, par ses caractéristiques scientifiques, pose notamment toute une série de questions fondamentales sur la finalité de la science. Nous publions, dans ces colonnes (cf. DP 635), quelques réflexions inspirées par ce projet à notre ami Pierre Lehmann (colloque de l'Institut de la Vie, fin de l'année dernière, sur le thème «Nouveaux pouvoirs de la science — Nouveaux devoirs de l'homme»). (Réd.)

Le projet LEP produira de la connaissance pour certains. Ceux-là seront comparativement très peu nombreux. Et les autres? Un peuple a-t-il plus de connaissance lorsque peu d'individus ont une connaissance très poussée dans un domaine spécialisé ou lorsque l'ensemble de ses individus dispose d'un bon niveau de connaissance dans des domaines très variés? Question difficile. Pour l'heure, on ne peut que constater que la science établit une hiérarchie dans la société. D'un côté, il y a ceux qui savent et que l'on distingue par les cocardes officielles qui leur ont été attribuées et, de l'autre, il y a les ignorants. On est cependant souvent frappé par l'ampleur des connaissances dont font preuve beaucoup d'ignorants.

Sous-jacente à ces remarques, il y a une certaine distinction entre science et connaissance.

La science, aujourd'hui, c'est la méthode par

laquelle on arrive à réduire les phénomènes et les processus de la nature à des règles cohérentes et simples. Rien ne prouve qu'une telle démarche puisse aboutir et, de plus, il n'est pas du tout certain qu'il soit souhaitable qu'elle aboutisse. Le monde qui nous entoure peut aussi être perçu par nos cinq sens et, peut-être, par un sixième. Il y a la perception plus ou moins consciente de certaines harmonies sous-jacentes, perceptions d'ailleurs parfois voisines de découvertes scientifiques.

Ceci m'amène à poser la question suivante: que voulons-nous savoir et que savons-nous déjà?

Il semble en effet souhaitable de cadrer un effort scientifique comme le projet LEP dans un contexte général.

RÉPONDRE À LA CURIOSITÉ HUMAINE

Le but de la science n'est sûrement pas de résoudre tous les problèmes dans des domaines particuliers, mais de répondre à la curiosité de l'esprit humain sur les tenants et aboutissants du monde dans lequel il se trouve. C'est du moins le but généralement avoué de la science, même si, comme on l'a vu, notre société l'en a au moins partiellement détourné au profit d'applications moins idéalistes. Essayons de résumer ce que nous pensons savoir sur notre monde.

L'univers a débuté il y a dix à vingt milliards d'années. Ce début a été purement énergétique et a donné lieu à un espace-temps en expansion peuplé de galaxies contenant étoiles et systèmes planétaires, parmi lesquels celui que nous habitons. La terre tourne autour du soleil à une distance telle que la température qui y règne permet à l'eau d'exister dans ses trois états, solide, liquide et gazeux. Cela rend possible une régulation assez étroite de la température et donc des conditions climatiques. De plus, la distance terre-soleil a été suffisante pour que la rotation de la terre sur elle-

même ne soit pas rapidement freinée par des effets de type marée, amenant la terre à présenter toujours la même face au soleil, ce qui en aurait altéré l'hospitalité pour la vie.

Nous pensons savoir que la vie est apparue sous forme simple d'abord, il y a peut-être trois à quatre milliards d'années. Cette vie a elle aussi évolué et, il y a quelques millions d'années, apparut l'homme et son esprit. La vie est-elle apparue sur la terre ou y a-t-elle été implantée. Pas de certitude absolue à cet égard. Mais on constate que la terre a offert les conditions favorables à l'essor de la vie et on est raisonnablement certain que les autres planètes du système solaire ne sont pas habitées, ni habitables. Idéalement, la science pure et dure, dont le projet LEP serait une excroissance assez typique, voudrait pouvoir déduire toute l'évolution que je viens d'esquisser de quelques règles fondamentales simples.

On pense que cela exige que soit compris définitivement et de manière scientifique comment est constituée la matière et comment vivent et interagissent les constituants ultimes de cette matière, si tant est que ceux-là soient définissables (à l'heure actuelle, ces constituants ultimes seraient des quarks dont il existeraient dix-huit sortes différentes, bien qu'apparemment il ait déjà été proposé de subdiviser les quarks en particules encore plus ultimes).

Vaste projet, qui se heurte à des difficultés assez fondamentales.

LES CONDITIONS INITIALES

Une de ces difficultés est que la méthode scientifique est déductive, ce qui implique que l'on déduit l'état d'un système à un moment donné à partir de la connaissance de son état à un moment antérieur ou encore de son état dit initial. Mais comment définir des conditions initiales pour l'univers? Cela ne semble guère possible, à telle enseigne que s'est introduit, en cosmologie, le principe dit anthropi-

que, qui dit que c'est l'existence de la vie qui «explique» comment l'univers a évolué. En d'autres termes, ce qui «est» explique ce qui s'est passé, aujourd'hui explique hier, et non l'inverse.

Ce principe n'est certes pas universellement accepté dans ce que l'on appelle le monde scientifique (pourquoi tient-on tellement à le distinguer des autres?), mais dénote, à mon avis, un certain désarroi et admet implicitement qu'il est des questions d'ordre scientifique pour lesquelles la méthode scientifique telle que prônée aujourd'hui n'est pas nécessairement la meilleure.

Une autre difficulté semble se manifester dans

INSTITUT DE LA VIE

La recherche et les besoins réels

L'Institut de la Vie à Genève vient donc de publier une petite brochure d'une vingtaine de pages sur le thème général «Les limites de la science» (adresse utile: rue Saint-Ours 6, 1205 Genève), une réflexion centrée à la fois sur le projet LEP du CERN et sur les manipulations génétiques, et qui culmine dans des interrogations très proches de celles développées par Pierre Lehmann dans ces colonnes. Une contribution à la fois très accessible et très précise à un débat urgent.

Pour donner le ton de cette petite somme, quelques lignes extraites des conclusions des auteurs. Nous citons:

Il n'est pas question de remettre en cause la connaissance scientifique en tant que telle. Au contraire: en savoir davantage, mais selon des critères de pertinence et d'utilité, est vital face aux problè-

l'analyse des phénomènes à l'échelle des particules. La mécanique quantique, théorie extrêmement bien établie et vérifiée, ne se contente pas de l'application de la logique classique. Autrement dit: la logique classique et la mécanique quantique ne sont pas entièrement compatibles. Cette logique classique, qui est celle dont nous nous servons, non seulement dans la vie de tous les jours, mais aussi pour faire la plupart des déductions scientifiques, est donc mise en question par la science elle-même. Mais on ne peut pas pour autant l'écarter, car les déductions qu'elle permet de faire, scientifiques ou autres, semblent parfaitement valables dans la très large majorité des cas.

P. L.

A SUIVRE

mes urgents qui sont ceux de l'an 2000: guerre, démographie galopante, famine, explosion des grandes villes, pénurie de bois, de terre arable, d'eau potable, disparition massive d'espèces animales et végétales... Ce sont aujourd'hui ces besoins élémentaires de la planète qui doivent marquer les priorités dans la recherche.

Le malaise devant l'inadaptation des efforts de recherche aux besoins réels, devant les retombées négatives qu'il faut hélas craindre, notamment pour nos libertés, est nourri du fait que la politique de la science échappe largement à la démocratie. Pour préparer le large débat populaire qui fait actuellement défaut, pour évaluer les conséquences des innovations sur les équilibres écologiques et sociaux, ne faudrait-il pas doter nos institutions d'instances d'évaluation des choix technologiques? Car si le fatalisme devant le gigantisme et les «besoins» d'une science et d'une technologie devenues fins en soi est largement répandue dans les cercles dirigeants, le rejet en bloc de la recherche n'est-il que la réplique inversée de cette attitude simpliste?

COEXISTENCE

Mieux connaître nos voisins français

Des partis bourgeois neuchâtelois ont cloué au pilori le conseiller d'Etat socialiste Pierre Dubois pour avoir participé à la rencontre d'une délégation de son parti avec une délégation socialiste franc-comtoise. En fait, de telles rencontres entre voisins devraient être plus fréquentes et à cet égard les Bâlois nous montrent l'exemple. Il ne suffit pas d'aller skier (ou manger) outre-frontière pour mieux se connaître.

Profitons donc des récentes élections départementales françaises pour indiquer la composition politique des conseils généraux des six départements qui ont une frontière commune avec la Suisse:

	01	25	39	68	74	90
P.S.	5	12	13	1	3	10
P.C.	1	1	1		1	
M.R.G.	3	8				
Div. G.		1		3		
U.D.F.	20	1	15	16	20	2
R.P.R.	9	5	5	5	4	2
Mod.	3	7		6	5	
Total	41	35	34	31	33	14

Et pour ceux qui ne sont pas familiers des numéros postaux d'acheminement et des plaques minéralogiques, précisons que 01: Ain; 25: Doubs; 39: Jura; 68: Haut-Rhin; 74: Haute-Savoie et 90: Territoire de Belfort.

Pluie de perles

Il faut arrêter le train de la réforme de l'enseignement du français! Dès 23 h., jeudi 22 avril, dans l'ancre du Grand Conseil, J.S. Eggly, ce lion superbe et libéral, a lancé ses troupes à l'assaut de la réforme. La cohorte était clairsemée mais quel cœur, quelle éloquence, quelle force argumentative! L'ophtalmologue Franceschetti, évidemment libéral aussi, n'hésite pas à agiter le spectre de l'ilotisme pour les petits daltoniens. Diable, la méthode utilise les couleurs, et parle de couleur; elle est *en couleur!* «Voulez-vous avoir 2% d'illettrés, M. Chavanne?» Du noir et du blanc et ils cesseront d'être muets! Rare exemple de compétence et de conscience professionnelle conjuguées.

«Ah! combien de parents et combien d'élèves, qui sont partis confiants...» M. Hugues Boillat, chrétien-social, a des lettres; il a appris le français d'excellente manière; il le sait et cela se sent. Il va, avec toute la pesanteur de sa culture, asséner aux pédagogues réformistes des coups formidables. Qu'on en juge! La méthode nouvelle part de l'enfant, elle est centrée sur l'enfant; quelle abomination! La pédagogie en effet part de l'adulte et son centre absolu est le maître et son savoir. Savoir immuable. Pourquoi rejeter une théorie de la langue, fausse certes mais léguée par nos Anciens, et la remplacer par d'affreux concepts modernes? Aurait-on l'idée d'adapter les soins médicaux aux connaissances de la chimie moderne? Ou de renoncer à la vision du monde aristotélicien? A vrai dire, cette réforme vise à frapper nos enfants d'amnésie culturelle et à les tenir à l'écart de nos vraies valeurs. Que fait un enfant en effet? Il joue. Que peut faire une pédagogie centrée sur l'enfant? Du jeu. Et le travail dans tout cela, valeur sacrée de notre société et de nos employeurs? Sauront-ils encore s'y soumettre?

Oh mânes de Claparède, Pestalozzi, Piaget, Ferrière, oh pédagogues genevois, que d'os, que d'os!

Le TF et les langues

Qui oserait prétendre que les Latins demeurent plus procéduriers que les Alémaniques?

A en juger d'après la statistique des langues dans lesquelles le TF communique ses décisions, la Suisse alémanique tend à recourir de plus en plus à l'attention des juges de Mon-Repos: 64% en 1979, 66% en 1980, 67% en 1981 de ses décisions étaient formulées en allemand. Et la part du français est bien sûr inversement en baisse: 29% en 1979, 26% en 1980, 24% en 1981.

Malgré cette évolution, la répartition des langues du travail du Tribunal fédéral (67, 24, 9) ne reflète pas encore exactement la structure de la population d'après les régions linguistiques (73, 23, 4).

ÉLECTIONS VAUDOISES

Une petite place pour les femmes

Pour la quatrième fois l'Association vaudoise pour les droits de la femme (adresse utile: 1699 Maracon) tire le bilan des élections communales et cantonales, et fait l'analyse de la représentation féminine dans les institutions politiques vaudoises.

Peu de surprises et beaucoup de confirmations: «L'élection sur le plan communal fut plus favorable à la gent féminine que celle du Grand Conseil»; la proportion de candidates reste pourtant plus élevée que celle des élues. La gauche — traditionnelle — et le parti libéral — plus récemment — font mieux «passer» leurs candidates.

Par ailleurs, la proportion de candidates (14,7% en 1981) et d'élues (10,8%) n'a pas cessé de s'élever depuis 1969. De même, le nombre des élues à l'exécutif des grandes communes a passé de zéro en 1969 et 1973, à 8 en 1977 et 19 en 1981, sans doute grâce à l'élection des municipalités par le peuple. Le tableau reste plus sombre au niveau du Grand Conseil: les listes comptaient une femme pour qua-

tre candidats, mais la députation n'en comprend que 23 sur 200 élus (11,5%). La députation PAI (15 élus) ne compte toujours pas de femme dans ses rangs, tandis que le parti radical a tout juste eu la courtoisie de laisser aux femmes deux sièges (sur 68).

Au niveau du Grand Conseil, la représentation féminine de gauche ne cesse d'augmenter en proportion des élus. Les socialistes ont doublé cette représentation entre 1974 et 1978 pour la stabiliser à un cinquième en 1982, tandis que le POP a désormais la plus forte proportion de femmes dans les rangs de sa députation (deux sièges sur les six qui lui restent).

SECRET

Fichés en gris-vert

On a beau être militaire, on n'en tient pas moins à respecter la loi, quitte à l'écrire quand elle n'existe pas.

Ainsi du projet PISA, système de gestion du personnel de l'armée qui permettra l'enregistrement centralisé des obligations militaires de tous les citoyens suisses, le contrôle des effectifs, l'exécution des ordres de marche et, bien entendu, l'identification des militaires.

Ce système qui ravalera les teneurs de contrôles cantonaux au rang de simples lecteurs de terminaux est réputé entièrement conforme aux directives applicables au traitement des données personnelles dans l'administration fédérale. Cela veut dire en particulier que les personnes fichées ont sur demande accès aux données les concernant et cela en principe gratuitement. Corollaire de ce droit d'accès, celui de faire corriger une donnée inexacte ou détruire une information caduque.

Au DMF, qui reste le plus gros pourvoyeur d'imprimés fédéraux, on ne manquera pas de préparer un formulaire de demande à remplir par les soldats curieux de savoir ce que le grand frère Chevallaz a mémorisé à leur sujet.